

# La réforme des retraites

## Description Analyse critique

### Contre-propositions

*Références* : <https://france.attac.org/se-mobiliser/reforme-des-retraites/article/retraites-saison-2022>  
<https://france.attac.org/se-mobiliser/reforme-des-retraites/article/derriere-la-reforme-des-retraites-au-rabais>

## Description

**Scénario du gouvernement** (dans la logique des orientations de la Commission européenne).

**Les contraintes :**

- 14% du PIB
- Equilibre des ressources-dépenses
- Pas d'augmentations des impôts ni des cotisations sociales.



Pour rester dans ce cadre, la réponse est l'allongement de l'âge de départ à la retraite à 64/65 ans :

- Moins de pensions à payer
- Pensions plus faibles (départs avec décotes)
- Durée de cotisation plus longue
- Les économies sur les retraites permettraient de financer d'autres dépenses publiques (sans augmenter les impôts).

# Analyse critique

**Etudes du COR (Conseil d'Orientation des Retraites)** à partir de la situation actuelle :

- Les projections indiquent qu'il y aurait une relative stabilité d'ici 2070 du poids des dépenses de retraite dans le PIB. (du fait de la dégradation déjà en cours du niveau des retraites)
- Le solde Dépenses/Ressources , positif en 2021-22 aurait ensuite un déficit très limité jusqu'en 2070.

Remarques :

- Le déficit jusqu'en 2027 serait du à la « maîtrise de la masse salariale » dans le public impliquant moins de cotisations sociales !
- Il n'y aurait pas vraiment de dérives des dépenses notables.

**La limitation des dépenses publiques imposée par le gouvernement oublie évidemment la distinction entre Caisse de retraites et Dépenses publiques.**

Les Caisses de Retraite sont financées par les Cotisations sociales : c'est aux salariés d'équilibrer (et il y a des solutions).

Les Dépenses publiques sont financées par l'impôt. Si la santé, l'éducation, la transition énergétique manquent de moyens, c'est à cause des allègements d'impôts sur les classes aisées et les grandes entreprises.



**On ne répond pas aux carences de justice fiscale en faisant des économies sur les Caisses de Retraites.**

Les économies sur les Retraites seront réalisées au prix de déficits sur d'autres secteurs de la protection sociale : le nombre de personnes âgées hors emploi augmentera (Assurance Chômage , invalidité, minimas sociaux, ...).

L'allongement de l'âge de départ à la retraite et de la durée de cotisation pèsera plus lourd sur certaines catégories sociales :

- Inégalité de l'espérance de vie et espérance de vie à la retraite en baisse
- Prolongement de la précarité en attente de la retraite
- Durée des études plus longues
- Difficulté à atteindre les durées de cotisations nécessaires
- Allongement de la vie de travail pour les activités pénibles.

## Le système actuel n'est pas pour autant satisfaisant

Les réformes récentes n'ont cessé de durcir les conditions pour obtenir une pension à taux plein et de dégrader le niveau des pensions. Ainsi :

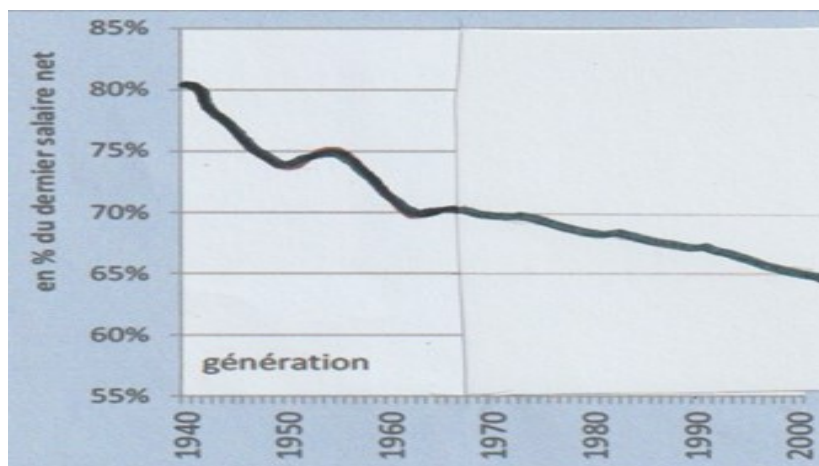
- le taux de remplacement moyen (rapport entre la pension et le salaire) ne cesse de baisser
- la durée de cotisation exigée pour une retraite à taux plein (voir précédemment) devient de plus en plus irréaliste compte tenu de la situation du marché du travail mais aussi de l'usure professionnelle qui survient pour de nombreuses personnes bien avant l'âge de la retraite.

## Dégradation du taux de remplacement (pension en % du dernier salaire)

Ce taux de remplacement s'est constamment dégradé depuis 30 ans (de 80 à 70%) en particulier depuis les réformes de 2010 (générations nées en 1960/70) et devrait s'aggraver pour les générations suivantes (taux de remplacement entre 62 et 68% selon les hypothèses de productivité).

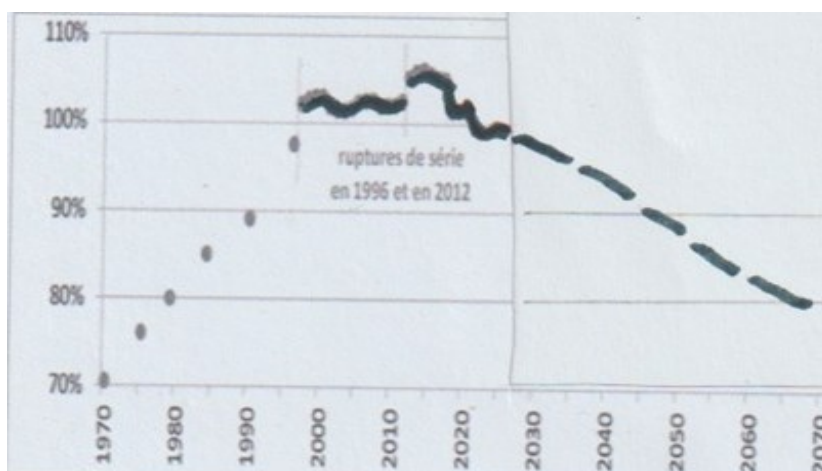
En conséquence :

- Le niveau de vie moyen des retraités qui était proche des revenus moyens se dégrade. De 100% en 2020 il tomberait à 75/88% dans les 50 années à venir selon



les hypothèses de productivité

- Le taux de pauvreté des retraités augmente depuis 2016 en particulier pour les plus de 65 ans et les femmes



- Les inégalités H/F restent importantes (liées aux carrières courtes et fractionnées, aux temps partiels, aux discriminations salariales H/F etc..) et le taux de pauvreté des femmes retraitées est élevé.

Cette dégradation peut profiter à la capitalisation et aux assurances privées qui lorgnent sur ce marché gigantesque. (le gouvernement et le patronat refusent des augmentations minimales de cotisations sociales, et créent les conditions d'un développement des cotisations pour le privé bien + couteux et non solidaire).



## Contre-propositions

**Améliorer le système et garantir l'avenir de retraites suffisantes**

### Réduire le temps de travail plutôt que l'augmenter

Imposer de travailler jusqu'à 65 ans ne crée pas d'emplois nouveaux. Réduire le temps de travail crée des emplois pour les jeunes générations et des cotisations sociales supplémentaires.

### Augmenter les salaires et le taux de cotisation

Un partage plus juste entre salaires et profits et l'égalité des salaires H/F permet aussi d'accroître la masse salariale et donc les cotisations sociales.

Un taux de cotisation sociale un peu plus élevé (entre 0,2% et 1,7%) permettrait de trouver les ressources pour équilibrer. Mais le gouvernement et le patronat s'y refusent (ouvrant la porte à la capitalisation, bien plus couteuse et injuste).

**Prendre en compte beaucoup mieux la pénibilité de nombreuses professions** pour qu'elles bénéficient d'une retraite plus précoce et d'une espérance de vie de retraités en bonne santé plus longue.

**Revenir à des durées de carrière réalisables** en limitant le nombre d'années de cotisations (prise en compte des années d'étude, des carrières « hachées », etc...).

**Lier l'évolution des pensions à l'évolution des salaires moyens et à l'inflation.**

